
ICANN81 - Réunion générale annuel - Séance conjointe - Conseil d'administration de l'ICANN et SSAC
Mercredi 13 novembre 2024 – 16h30 à 17h30 TRT

FRANCO CARRASCO : Nous allons commencer notre séance dans trois minutes. Nous allons commencer la séance dans une minute. Nous allons commencer cette séance et lancer l'enregistrement.

Bonjour et bienvenue, je m'appelle Franco Carrasco et je suis responsable de la participation à distance pour cette séance. Bienvenue à cette séance conjointe entre le Conseil d'Administration de l'ICANN et le SSAC, comité consultatif sur la sécurité et la stabilité. Nous allons enregistrer la séance et nous allons respecter le code de conduite et les politiques anti-harcèlement de l'ICANN.

L'interprétation aujourd'hui sera en anglais, en français, en espagnol, en chinois, en russe et en arabe. Veuillez indiquer votre nom pour l'enregistrement ainsi que la langue que vous allez parler si ce n'est pas l'anglais. N'oubliez pas de parler à un rythme raisonnable.

Aujourd'hui, le débat est entre le Conseil d'Administration de l'ICANN et le SSAC, donc n'allons pas prendre de questions de l'auditoire.

Cela dit, je passe maintenant la parole à Tripti Sinha, présidente du Conseil d'Administration de l'ICANN.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

TRIPTI SIHNA :

Merci Franco. Bienvenue à toutes et à tous à une réunion bilatérale avec le SSAC. C'est, je crois, la dernière réunion bilatérale du Conseil d'Administration. Nous sommes mercredi, tout le monde a eu beaucoup de réunions, tout le monde est fatigué, je le sais. Nous allons avoir un échange tout à fait honnête de diverses opinions.

Je vais maintenant donner la parole à Jim Galvin qui va présider la réunion.

JAMES GALVIN :

Merci Tripti. L'assemblée générale de l'ICANN, j'aime beaucoup cette réunion parce qu'en tant que liaison du SSAC au Conseil d'Administration, il y a parfois des conflits et je ne peux pas aller à toutes les réunions du SSAC ; mais cette fois-ci, je n'ai pas à faire ce choix. Donc, j'apprécie beaucoup de cela.

Nous avons beaucoup à couvrir. Nous allons tout de suite commencer et voir ce dont nous allons parler aujourd'hui. Si vous êtes à distance, vous pouvez lever la main dans Zoom et on essaiera de vous inclure dans les débats. Et les membres du SSAC et les membres du Conseil d'Administration, si vous voulez contribuer, si vous avez quelque chose à dire, levez la main, nous avons un micro dans la salle pour les membres du SSAC.

Cela dit, passons à la première question pour le SSAC. Qu'est-ce que vous suggérez comme étant les principales priorités et les principales problématiques pour le nouveau président et PDG entrant de l'ICANN.

RAM MOHAN :

Merci beaucoup. Merci de nous avoir invités. Ça va être la meilleure réunion bilatérale, je n'en doute pas.

Nous avons cette question à gérer. On en a parlé au SSAC. Nous avons trois domaines : premièrement la culture, deuxièmement l'efficacité, l'efficience et l'empathie, et troisièmement l'aspect d'être garant.

Pour le prochain PDG, nous allons détailler un peu cela au niveau de la culture. Nous avons un changement de culture qui doit être institué. Nous voulons avoir un environnement plus accueillant et plus sûr, notamment pour les femmes. Nous voulons une communauté où les personnes se sentent plus prêtes à collaborer les uns entre les autres. Et nous voulons que le PDG se concentre sur des processus qui parfois ne fonctionnent pas bien. Une proposition que nous avons, c'est que l'ICANN et l'organisation ICANN doit réfléchir à ces principes. Le PDG doit véritablement statuer sur certains points essentiels, même s'ils sont un peu controversés. Je crois que nous avons des principes à respecter ici. L'appétit pour le risque est très, très bas, mais ce n'est pas un bon principe directeur. Pour l'Internet, nous devons absolument renforcer nos procédures et renforcer la manière dont l'ICANN travaille. Il y a des commentaires sur notre culture qui sont extrêmement importants. Je crois qu'il y a un désir fort, une volonté de nous concentrer au niveau de notre culture, sur l'accueil, sur l'accueil des femmes notamment, pour que nous travaillions ensemble.

Nous avons l'efficacité, l'efficience et l'empathie. Nous pensons qu'il faut rationaliser la bureaucratie de l'ICANN et il faut se concentrer sur les résultats. Je crois qu'il y a beaucoup de séances que nous avons ici au SSAC. Nous avons écouté beaucoup de séances et on parle

beaucoup des résultats de l'ICANN basés sur le nombre de personnes qui participent, le nombre de réunions qui se sont déroulées, le nombre d'heures qui ont été passées. Ce sont de bons indicateurs, c'est important, je suis d'accord, mais ce qu'il doit y avoir après, ce sont des résultats. On doit obtenir des résultats avec toutes ces heures de travail. C'est très important. Par exemple, nous avons les membres du SSAC, nous avons les développements de politique qui jusqu'à présent ont dépensé 6 000 heures de travail et la politique n'est toujours pas conclue. Les PDP peuvent donc prendre 30 ans de temps, c'est absolument incroyable. Il ne faut pas simplement être meilleurs à ce que l'on fait à l'ICANN, il faut être ambitieux. Il faut arrêter certaines activités qui ne sont pas appropriées et qui ne conviennent pas tout simplement. Il faut repenser avec ambition et avec audace notre manière de travailler et ne pas répéter la même chose. Il faut être plus rapide aussi. Il faut être plus efficace, tout simplement. Il y a l'efficacité d'un côté, mais aussi l'efficacité. Même cela ne suffit pas. Il faut qu'il y ait un sens d'empathie.

Ensuite, troisièmement, nous devons protéger, nous devons avoir un aspect protecteur et nous avons besoin d'en savoir plus à ce niveau. Nous nous concentrons sur l'utilisation malveillante du DNS, le DNSSEC, les noms alternatifs, la sécurité et la stabilité et la résilience de l'Internet. Nous avons ces nouveaux gTLD également qui jouent un rôle important. Il s'agit de gouvernance de l'Internet. Il faut que les l'enregistrement des noms de domaine reflète bien la réalité sur le terrain des entités qui travaillent au processus d'enregistrement des noms de domaine et également la réalité sur le terrain de ceux qui ont

des besoins d'utiliser des données d'enregistrement de noms de domaine.

J'aimerais citer un rapport du SSAC. C'est le document SAC 101 : « Le SSAC est préoccupé par le fait qu'il y a moins d'accès aux données d'enregistrement. On a encore moins d'accès qu'on l'avait et on va bien au-delà de la prudence, on va bien au-delà des obligations juridiques. » Cela cristallise bien nos idées jusqu'à présent.

Je vais m'arrêter ici et voir s'il y a des commentaires sur ces problématiques.

JAMES GALVIN :

Je crois que nous avons plusieurs membres du Conseil d'Administration qui peuvent rebondir. On n'a pas à les prendre dans l'ordre, mais je ne sais pas si Tripti veut réagir.

TRIPTI SIHNA :

Vous avez beaucoup réfléchi à ces points et j'apprécie beaucoup cela.

L'efficience, oui, on en a parlé souvent. Vous avez parlé des 6 000 pour faire un PDP sur les politiques de transfert. Je crois qu'il faudra parler au nouveau PDG et il faudra également suggérer où on a perdu du temps, où on a gâché du temps. Est-ce que ces 6 000 heures de travail devraient être réduites à 1 000 ? 2 000 ? Qu'en est-il ?

RAM MOHAN :

Je ne peux pas parler pour toute la communauté, mais je pense que dans ce domaine, Tripti, je ne sais pas si l'objectif, c'est de réduire le

nombre d'heures. L'objectif, c'est que le processus que nous bâtissons pour effectuer cela n'est peut-être pas le processus idéal. Je n'ai pas la réponse à tout cela, mais ce qu'on essaie de dire ici, c'est qu'il ne faut pas regarder seulement l'efficacité, mais également l'efficacéité.

TRIPTI SINHA : Je ne devrais pas me concentrer sur les heures. Vous proposez des idées différentes.

RAM MOHAN : Nous aimerions parler de ces idées au prochain PDG, absolument.

CHRIS CHAPMAN : Merci. Le deuxième point m'a vraiment intéressé et interpellé, les trois E, l'efficacité, l'efficacité et vous avez parlé comme troisième point, je crois, d'empathie. Il va falloir délivrer à ce niveau. Ce troisième E, cette empathie, je crois que c'est un petit peu comme l'environnement dont on parlait. Vous n'avez pas donné beaucoup de détails là-dessus. Je suis très intrigué néanmoins par ce concept.

RAM MOHAN : Très souvent, nous avons des organisations qui se concentrent sur l'efficacité et l'efficacité, mais qui oublient un petit peu comment procéder. Et c'est ce qui compte, parce que les personnes sont touchées par cela s'engagent beaucoup plus, la manière de travailler, travailler avec une appréciation pour les personnes, avoir de l'empathie.

JAMES GALVIN :

Maarten.

MAARTEN BOTTERMAN :

Ce que vous avez présenté est très bien informé, très bien dit. Merci beaucoup. Ces points, nous devons les connaître. Nous sommes une organisation multipartite, nous avons plus de 5 milliards d'utilisateurs de l'Internet et c'est en croissance. Il faut donc être transparent, il faut travailler ensemble. Au niveau des heures de travail, cela fait plus d'une dizaine d'années que nous avons bâti ce système de travail. Je crois qu'on a besoin de plus d'agilité et je crois que c'est cela que nous aurons dans le prochain plan stratégique.

Nous avons des exemples. Nous avons les fonds [inaudible], par exemple, qui peuvent jouer un rôle important. C'est un bon exemple. C'est toujours un projet important. Il y a des situations où nous devons vraiment nous préoccuper de nos finances, de nos dépenses. Nous sommes une organisation à but non lucratif, il ne faut pas l'oublier, donc on a besoin d'avoir des idées là-dessus. Merci d'avoir soulevé ces points en tout cas.

JAMES GALVIN :

Merci Maarten.

Pour ne pas perdre de temps, nous allons passer au point suivant. Je vais changer un peu l'ordre du jour et passer au budget et aux finances de l'ICANN. Je vais passer en revue beaucoup de diapos. Comment est-ce que l'on repart en arrière ? Voilà, discussion sur les budgets de

l'ICANN et les aspects financiers de l'ICANN. Je crois que c'est un sujet sur lequel nous allons revenir avec Ram Mohan.

RAM MOHAN :

On n'a pas de point spécifique véritablement, mais nous avons également prêté attention à la manière dont l'ICANN gère son budget et ses aspects financiers. Nous allons avoir un impact des changements budgétaires, nous allons subir l'impact de cela. Nous sommes très curieux d'en savoir plus à ce sujet et de voir ce sur quoi vous voulez vous concentrer l'année prochaine au niveau financier, au niveau du budget de l'année prochaine spécifiquement. J'espère que vous avez des scénarios qui sont en place, qui sont prêts où tout se passe bien. Nos revenus augmentent ou vous avez aussi des scénarios de prêts et des plans de prêts si tristement nos revenus sont en déclin. Ces plans doivent pouvoir être exécutés relativement rapidement avec une bonne communication.

DANKO JEVTOVIC :

Merci pour ces discussions sur le budget et les finances. Je ne veux pas que cette session devienne une grande discussion sur le budget, mais nous avons testé un exercice d'économie. Cela a été fait d'une façon efficace, mais je sais que cela va représenter un changement de culture pour notre organisation car pour la première fois, la croissance de l'ICANN s'est arrêtée. Il y a eu la question de l'inflation qui, en résultat, nous a mis dans une situation perdante pour l'année fiscale. Ces pertes ont impacté l'ICANN et la stabilité de l'ICANN. Il faut changer nos

méthodes de travail et cela se connecte avec votre discussion préalable sur l'efficacité.

Nous avons mis en œuvre un plan pour économiser notre argent et nous allons le faire à travers toute la structure de l'ICANN et de l'Org. Nous avons commencé par la réduction du personnel. Il y a eu là un impact important, mais il faut aussi qu'on change un peu notre culture, notre pensée, la manière dont nous gérons les finances. Nous avons vu que la croissance a baissé, nous avons fait des projections et nous avons démontré que nous n'attendons pas les mêmes chiffres dans l'avenir. Nous avons planifié de continuer d'augmenter nos économies. Nous allons aussi augmenter les fonds de contingence. Cet exercice pour économiser des fonds va nous permettre de stabiliser les finances et de nous aligner avec les dépenses annuelles d'ici la fin de l'année fiscale. Nous avons des plans qui ont été mis en œuvre et nous espérons être de retour et équilibrer les comptes une fois de plus.

Je voulais aussi remercier la communauté qui a soutenu le travail des finances à l'ICANN. Je suis à la tête de ce comité et demain, je passerai le bâton à Sajid Rahman. Nous sommes un peu désolés de cette situation financière et des changements que nous allons devoir mettre en œuvre.

SAJID RAHMAN :

L'un des défis lorsqu'il s'agit du budget, c'est que quand on prépare par exemple un budget pour 2025, vous devez approcher cela d'une manière concrète, comme un rocher que vous pouvez toucher, et bien sûr, nous prenons en compte l'inflation. Ce que l'on fait maintenant,

nous étudions l'efficacité. Nous examinons les coûts d'un autre angle. On se dit : « Est-ce que ces dépenses sont nécessaires pour que la mission de l'ICANN puisse être accomplie ? » Nous voulons être stables au niveau financier, mais on ne peut pas toujours contrôler tous les aspects. Cela dépend des micro-environnements.

Aussi, en tant que Conseil d'Administration, comme l'a dit Danko, nous examinons les rapports que nous recevons pour pouvoir avoir une meilleure compréhension des fonctions de l'ICANN, de l'organisation, pour faire de meilleures prévisions. Nous ne voulons pas réagir trop rapidement et nous ne voulons pas être pris par surprise aussi. Nous voulons étudier les chiffres et ne pas être surpris dans six mois, sept mois. C'est comme cela que nous abordons ces questions de budget. Nous étudions les processus que nous allons utiliser dans l'avenir et nous allons améliorer de façon significative la qualité des décisions que nous allons prendre dans l'avenir.

JAMES GALVIN :

Sally, vous voulez prendre la parole ?

SALLY COSTERTON :

Merci Rahman, c'est un sujet très intéressant. Nous en avons beaucoup parlé durant nos réunions. J'apprécie votre soutien et votre soutien de collaboration. Que pouvons-nous faire différemment ? Mes collègues au Conseil d'Administration ont parlé de nouveaux processus. Ce sont des points clés. Je pense que cela va nous permettre de recevoir des rapports réguliers de la part de l'organisation. Oui, nous avons fait des

changements, nous sommes passés à la vitesse supérieure et nous avons changé un peu la façon dont nous gérons le budget.

Danko a parlé de cette culture de changement. C'est un point clé, car l'ICANN passe à une nouvelle étape. Cela va peut-être durer quelques années. D'autres organisations ont le même problème et passent à travers les mêmes défis. Nous avons connu des périodes de croissance très longues et maintenant, nous sommes à une période où nous stagnons. Donc, nous devons, en tant qu'organisation, en tant que communauté, continuer à collaborer.

Le personnel travaille avec la communauté pour mettre en œuvre des politiques. Pour moi, il suffit de prioriser. Nous en avons parlé à l'ICANN. Nous trouvons toujours cela très difficile. Il est très difficile de faire de la priorisation quand on travaille avec une méthode ascendante. Il y a des outils qui peuvent être utilisés par la communauté pour pouvoir garantir qu'au sein de l'organisation il y ait les bons équipements, les bons outils pour pouvoir faire les meilleurs choix. Nous devons continuer à travailler ensemble. Bien sûr, la discussion est collaborative parce que nous devons continuer et faire toutes ces modifications, tous ces changements ensemble.

RAM MOHAN :

C'est intéressant de vous entendre nous expliquer que vous avez mis un plan qui va fonctionner. Pour tous les membres de la communauté, je rebondis sur ce que Sally a dit. Nous avons un partenariat très fort et avec la communauté, nous allons essayer de résoudre ce problème. Vous, Sally et votre équipe, avez très bien communiqué sur ces défis et

vous avez communiqué aussi comment vous allez trouver des solutions. Vous êtes l'ICANN, nous sommes l'ICANN ; nous sommes tous l'ICANN.

JAMES GALVIN : Danko, vous voulez prendre la parole ?

DANKO JEVTOVIC : Deux points importants lorsqu'il s'agit des finances et du plan d'économie. Tout d'abord, sachez que l'ICANN va continuer à accomplir sa mission. Le plan ne va pas compromettre ce que nous faisons. C'est d'un point clé.

Aussi, lorsqu'il s'agit du plan d'économie, nous ne comptons pas sur les fonds discrétionnaires. C'est une notion séparée. Nous allons nous aligner avec nos dépenses. Il y aura une notion de stabilité de ce côté-là. Quand il s'agit des finances, nous sommes une organisation tout de même assez sable. C'est lié aux commentaires que vous avez faits tout à l'heure. Nous voulons être efficaces, mais nous allons quand même accomplir tout ce que nous pouvons faire pour poursuivre notre mission.

RAM MOHAN : Cette transparence va nous apporter une meilleure confiance.

JAMES GALVIN : Retournons à notre discussion. Nous avons ici deux membres qui sont coprésidents du comité sur la planification stratégique.

RAM MOHAN :

Nous avons eu plusieurs conversations en interne. Nous pouvons passer toute la durée de la réunion sur ce thème. Nous avons ici quatre piliers, mais il y a des commentaires spécifiques que nous pouvons faire sur ces sujets spécifiques.

Notre objectif numéro un, c'est la participation des parties prenantes et l'avancement des alliances stratégiques. J'aime bien que vous ayez dans 1.3.1 : « Démontrer le modèle multipartite de gouvernance de l'ICANN pour qu'il reste le modèle correct pour livrer la mission de l'ICANN. » Dans certains cercles... D'ailleurs, de temps en temps, l'ICANN se retrouve piégée lorsqu'il s'agit de cette formulation de gouvernance de modèle multipartite ou de modèle multipartite de gouvernance.

Il faut garder à l'esprit que ce que nous faisons ici, c'est de participer à un modèle multipartite excellent. C'est une approche multipartite, mais ce n'est pas la seule. Je ne dis pas que c'est ce que nous faisons, mais parfois nous tombons dans ce piège. Il nous faut être prudents.

DANKO JEVTOVIC :

Merci. Vous étiez avec nous lorsque nous avons développé ce plan courant. Le nouveau plan avec le pilier numéro un nous permet d'améliorer la collaboration et cela fait évoluer le modèle, parce que parfois, comme vous dites, on reste un peu coincés. Donc, il nous faut faire la promotion de ce modèle. Il faut faire évoluer ce modèle de l'ICANN pour permettre de conserver un modèle qui soit durable et qui reste inclusif pour ce qui est du modèle de gouvernance de l'Internet.

Nous devons reconnaître que nous sommes un acteur important dans cet espace.

On a parlé aussi des alliances stratégiques pour cette gouvernance de l'Internet multipartite. Nous reconnaissons bien sûr qu'il y a d'autres modèles ; l'IGF est un autre modèle, les RIR sont des modèles différents aussi. Mais bien plus qu'avant, il s'agit maintenant de reconnaître et de faire face à cela pour nous assurer que le plan de stratégie opérationnelle fasse le suivi de cela.

RAM MOHAN :

Le prochain thème, nous l'avons déjà couvert. Nous avons parlé de l'efficience et de l'efficacité, de l'empathie. Nous sommes alignés sur les plans et nous avons déjà discuté de cela.

Pour le prochain pilier, j'ai quelques commentaires sur 3.1. Si vous fermez les yeux pendant quelques secondes et que vous imaginez que dans quatre ans, 3.1.1 et 3.1.2 seraient fermés, vous avez déjà promu l'avancement de l'acceptation universelle et les IDN et vous avez réglé tous ces problèmes, si vous prenez cela pour acquis, que nous reste-t-il à faire ? Que faut-il faire pour faciliter l'inclusion numérique ? Il ne s'agit pas seulement de cultiver le choix du consommateur, de se préoccuper de la compétition, de l'exclusivité, de l'innovation. Qu'est-ce qui nous reste à faire ? C'est le langage, pas seulement l'acceptation universelle et les scripts, etc. Comment allons-nous communiquer avec le reste du monde ? Comment allons-nous leur permettre d'être inclus ? C'est ce qui nous reste à faire.

Notre suggestion, c'est de considérer une partie langage dans ce sens. Je ne parle pas de la préservation des langues, des différentes langues, je ne parle pas de l'expression des langues dans le DNS ; non, c'est déjà couvert par la notion des IDN. Il s'agit là de quelque chose d'un peu différent, parce que l'inclusion numérique correspond à la communication dans les communautés. On veut pouvoir communiquer avec ces gens dans la langue qui leur correspond, ce qui est plus facile pour eux. C'est ce que je voulais dire pour cela.

MAARTEN BOTTERMAN : D'accord. Quatre ans, cela semble un rêve. Mais il faut comprendre que ce plan stratégique sera révisé et peut-être que nous pourrions rajouter de nouveaux éléments si les choses sont faites ou ne sont pas faites. Nous avons le besoin de travailler avec d'autres organisations, par exemple l'UNESCO, mais il nous faut rester très focalisés sur la mission, car nous devons continuer dans ce sens et ne pas nous préoccuper du contenu. Nous devons continuer à travailler sur cet espace des IDN et de l'acceptation universelle.

JAMES GALVIN : Très bien, nous allons avoir maintenant Tripti et Edmon.

TRIPTI SINHA : Ram, je ne suis pas sûre de bien comprendre votre point sur les langues et langages. Pourriez-vous préciser un peu ? Je pense que cela était incorporé dans 3.1. Qu'est-ce que vous vouliez dire exactement ?

-
- RAM MOHAN : Je vous donne un exemple. J'ai parlé avec les personnes du consortium de l'Internet qui font beaucoup de travail, et avoir des langues et des scripts exprimés d'une manière numérique, le défi pour eux, c'est que lorsque vous êtes une communauté autochtone, par exemple, et que vous avez un script, une écriture, vous ne savez pas comment convertir ce script écrit en Unicode, ils ne savent pas exactement quoi faire et comment procéder, même si les méthodes existent comme l'acceptation universelle, comme les noms de domaine internationalisés.
- TRIPTI SINHA : D'accord. Donc notre rôle, c'est de faciliter la présentation de ces langues. Mais le travail derrière cette facilitation, c'est le travail de quelqu'un d'autre. Lorsque vous dites « inclure dans notre plan stratégique », comment est-ce que cela pourrait être inclus dans le cadre que nous avons dans la mission de l'ICANN ?
- RAM MOHAN : Je crois que c'est un élément conceptuel plutôt que quelque chose que vous délivrez. Selon moi, le langage, ce n'est pas le contenu.
- TRIPTI SINHA : Mais utiliser un autre script pour rentrer sur l'Internet, cela veut dire que le site Web devrait être dans ce script. Est-ce que ce n'est pas implicite dans ce que nous disons ? Sinon, pourquoi est-ce qu'on utiliserait les IDN ?

-
- RAM MOHAN : Oui, tout à fait. Je crois que nous avons besoin d'une conversation plus longue sur ce point, parce que je pense que cela va plus loin que cela. Ce n'est pas limité à cela. Par exemple, si votre matériel ne permet pas d'utiliser ce script, c'est autre chose, c'est une autre problématique. L'ICANN ne peut pas résoudre cela, j'en suis bien conscient. Ce que nous disons, c'est de faciliter l'inclusion numérique. Il faut bien réfléchir au fait que les noms de domaine internationalisés et l'acceptation universelle ne va pas au bout des choses. Je dis qu'il faut être conscient de cela.
- TRIPTI SINHA : Je repousse un peu ces idées parce que je crois que nous faisons notre part pour l'inclusion numérique, au niveau de l'acceptation universelle, etc. Nous jouons notre rôle. Par exemple, si j'utilise l'hindi, je m'attends à ce que le site Web soit en hindi et ça, je ne le contrôle pas, ce n'est pas ce que je peux contrôler. C'est l'écosystème plus large si vous voulez. Je crois qu'on dépasse un peu notre mission ici.
- RAM MOHAN : Oui, je suis d'accord avec vous.
- EDMON CHUNG : Je vais essayer d'être bref.
- Je crois que c'est une conversation utile. Et je suis d'accord avec vous, Ram, et vous me connaissez peut-être, cela me tient à cœur. Nous avons travaillé à cela dans le cadre de l'ICANN. Je crois que 3.1.2, c'est un peu cela au niveau opérationnel, parce que beaucoup collaborent avec des
-

parties externes et ça, c'est une version très condensée et n'inclut pas certains des aspects linguistiques du langage dont vous avez parlé. Je crois que le Conseil d'Administration et également l'équipe du personnel sont bien conscients de cela et de cette approche de lier le travail de l'ICANN qui est une petite partie avec cela. Mais c'est chapeauté par ce cadre de référence. On va dans la bonne direction. Il s'agit bien d'inclusion numérique.

Pour la mission de l'ICANN, nous nous concentrons sur les IDN, les noms de domaine internationalisés, mais on collabore avec des partis externes, y compris des organisations internationales. Comme l'a dit Maarten, on travaille avec l'UNESCO très étroitement maintenant et potentiellement avec d'autres organisations qui sont en première ligne sur les questions linguistiques. Je vais bientôt quitter le Conseil d'Administration, mais cela a été débattu au sein du Conseil d'Administration. Ce que vous avez dit doit être pris en considération. C'est un bon rappel en tout cas, me semble-t-il.

RAM MOHAN :

Je crois qu'on est très alignés. Je ne dis pas que vous devez élargir votre cadre, votre mission, pas du tout, mais la manière dont vous exprimez les choses, les mots que vous utilisez, c'est ce qui compte. Et merci Edmon d'avoir décrit cela clairement.

Un autre membre du Conseil d'Administration veut prendre la parole. Il s'agit de Becky qui va prendre la parole. Elle est en ligne. Est-ce que vous êtes en ligne, Becky ? Elle a levé la main, je croyais qu'elle était dans la salle, peut-être qu'elle est en ligne.

FRANCO CARRASCO : Veuillez s'il vous plaît donner la parole à Becky Burr.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Elle n'est pas connectée sur Zoom.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Très bien, donc avançons.

JAMES GALVIN : Becky reviendra vers vous.

RAM MOHAN : Merci beaucoup.

En ce qui concerne le dernier point, et c'est vraiment ce qui compte pour nous, il s'agit de renforcer la sécurité et la stabilité. En effet, c'est essentiel. C'en est fini pour le plan stratégique, quelques commentaires informels uniquement. Je ne pense pas que Becky se soit connectée.

Nous allons maintenant passer au SAC 126. Il y a des documents du SSAC que nous allons souligner maintenant en ce qui concerne les différents rapports sur les signatures de délégation notamment. Nous allons passer la parole à Peter Thomassen.

PETER THOMASSEN : Je m'appelle Peter Thomassen et j'aimerais vous donner un point de vue sur les résultats que nous avons et les recommandations que nous

avons dans ce rapport SAC 126 concernant l'automatisation des signatures de délégation.

Les opérations DNSSEC sont principalement automatisées, mais dans les gros registres et bureaux d'enregistrement, lorsque les bureaux d'enregistrement utilisent des services DNS pour le domaine enfant, c'est totalement automatisé. Ceux qui utilisent le DNSSEC, c'est un peu différent et il faut que cela se passe dans la zone parent. Lorsque nous utilisons les délégations enfants, ce n'est pas la même entité. Il y a des problèmes qui se posent parce qu'à ce niveau-là, ce n'est pas totalement automatisé. Le titulaire de nom de domaine doit faire certaines étapes et le titulaire de nom de domaine doit s'assurer des clés de validation et de la publication des clés de validation. Cela demande un travail avec les bureaux d'enregistrement. Voilà les problématiques que nous avons suivies. Ce peut être assez complexe.

La première étape, c'est que le bureau d'enregistrement doit aller à l'opérateur de registre et en fait, c'est dans la diapo précédente. Tout d'abord, l'opérateur du DNS doit signer dans la zone et doit indiquer qu'il veut utiliser le DNSSEC pour bien être signé. Mais là, il ne se passe pas grand-chose. Il y a une validation néanmoins, mais il n'y a pas encore les domaines. Donc, il faut aller rechercher le DNSSEC et passer à la deuxième étape.

Il faut s'enregistrer dans l'interface du bureau d'enregistrement ou du revendeur. Ce peut être un ccTLD, ce peut être un opérateur de registre. Et à ce moment-là, il faut copier les paramètres qu'ils ont obtenus des opérateurs de registre. Ces interfaces peuvent être différentes. Ces interfaces n'ont pas toujours une interface Web, donc ce peut être très

complexe. Ce peut être de la propagation. Il faut faire un bon de demande pour que cela soit fait. Une clé de validation doit être utilisée. Il faut qu'il y ait un hashtag qui soit utilisé. Il faut travailler avec le bureau d'enregistrement, mais les registres et les autres préfèrent avoir la clé, l'obtenir par eux-mêmes et effectuer ce travail de signature de clés.

Il y a des questions d'algorithmes qui se posent également. Il y a des numéros, mais il y a aussi des aspects mnémoniques. C'est assez complexe. Il y a des interfaces qui sont peut-être 13 ou 4. Il y a des numéros, donc les opérateurs de DNS doivent fournir ces clés de chiffrement et ces abréviations des formats numériques. À ce moment-là, ce peut être la chaîne tout entière. Les bureaux d'enregistrement doivent véritablement travailler à cela. Ils ne sont pas des experts du DNS, du système de noms de domaine. S'il y a une erreur dans ces étapes, cela cause un message d'erreur, cela ne fonctionne pas et il y a donc un échec. C'est un gros problème véritablement dont nous parlons si vous voulez utiliser le DNSSEC, vous n'avez pas les services DNS avec les bureaux d'enregistrement avec ces cinq étapes. Parfois, il faut le répéter 50 fois, c'est très complexe lorsqu'on a un portefeuille de domaines très important. On ne peut pas toujours utiliser la même clé parce qu'il y a des changements d'algorithmes. Il faut répéter manuellement parfois ce processus. Les opérateurs qui s'occupent de la signature de délégation d'enfants ont besoin d'aide chaque jour sur ces points et ils reçoivent du soutien technique qui est absolument nécessaire.

Nous avons un document qui a analysé tout cela et tous ces essais de signature de délégation d'enfants, et 40 % de ces processus sont voués à l'échec. C'est pour cela que cela pose problème au niveau du DNSSEC et au niveau des opérateurs DNS qui sont très importants. Donc, on a besoin d'une certaine automatisation des zones et des processus. Il faut voir également si l'on travaille avec des banques, avec des domaines extrêmement sensibles, il faut voir à quelle fréquence on a des certificats qui vont expirer. On ne peut pas tout automatiser. Néanmoins, nous pouvons progresser au niveau de ce processus. On peut améliorer la situation pour les bureaux d'enregistrement qui veulent utiliser le DNSSEC de cette manière pour qu'ils puissent faire uniquement la première étape et pas les autres. Nous avons une illustration à la prochaine diapo de cela.

Vous voyez l'opérateur pour la délégation d'enfants lors d'une signature, vous voyez comment cela fonctionne, et on veut retirer cette couche au milieu lorsque vous avez le titulaire de domaine et le revendeur. Il y a plusieurs manières d'effectuer cela. Par exemple, il peut y avoir une approche où l'on automatise cela avec les serveurs. Quand l'information est reliée de l'enfant au parent, il n'y a pas de standard. Mais dans l'autre direction, quand le parent demande que l'information soit publiée, il y a là une authentification, mais les données peuvent être utilisées.

Pour la prochaine dispo, nous avons les recommandations du SAC 126. Si un registre ou un agent d'enregistrement souhaite mettre en œuvre l'automatisation DS pour les opérations DNSSEC de tiers, la méthode recommandée actuellement est la suivante : mécanisme interopérable,

CDS ou CDNS key. Je ne vais pas rentrer dans les détails, mais cela fonctionne, cela a été testé, cela a été déployé. C'est un système qui n'est pas parfait mais qui fonctionne. Et je pense qu'ils peuvent être utilisés le cas échéant.

Ensuite, ICANN Organisation devrait soutenir les registres et les bureaux d'enregistrement qui souhaitent mettre en œuvre cette automatisation DS à l'aide des mécanismes de recommandation.

Ensuite, comme je l'ai été déjà dit, le système n'est pas parfait. Il y a des lacunes, il peut être amélioré. Dans l'espace TLD, il y a des attentes au niveau du temps, des délais. Ce sont des détails et nous pensons que nous devons continuer à mettre en œuvre des grandes lignes d'orientation. Et nous allons rédiger un document et peut-être que nous pourrions ainsi travailler avec ICANN Org pour faire plaisir à tout le monde.

JAMES GALVIN :

Merci Peter. Ram veut rajouter quelque chose.

RAM MOHAN :

Encore une fois, Peter, vous avez au numéro deux rédigé un paragraphe qui demande à ICANN Org de soutenir cette démarche. Est-ce qu'il s'agit là d'une politique ? À quoi cela correspond-il ?

PETER THOMASSEN :

Les processus sont déjà existants. Ils peuvent être utilisés. Est-ce qu'on va les utiliser ? C'est la question. Pour ce qui est des opérateurs de

registres, ils vont devoir dépenser une grosse somme d'argent et cette fonctionnalité va être coûteuse. La meilleure approche serait de le faire une fois et ensuite, les bureaux d'enregistrement pourront utiliser cette méthode et copier cette méthode.

RAM MOHAN :

Si j'ai bien compris, si on utilise le processus existant, on ne peut pas profiter de cet avancement technique car il est beaucoup trop coûteux à mettre en œuvre. Peut-être qu'un autre processus comme le RSEP pourrait fonctionner ou pourrait aider afin de pouvoir le faire une fois et ne pas répéter le processus.

PETER THOMASSEN :

Je ne suis pas expert en politiques, mais je sais que le concept RSEP existe déjà. Est-ce qu'il peut être utilisé ? Cela pourrait être utilisé. Peut-être que l'ICANN pourrait nous aider à faciliter l'utilisation de ce processus pour que les choses soient faites plus rapidement.

JOHN LEVINE :

Nous avons déjà un engagement existant. Lorsqu'il s'agit de l'amélioration technique, c'est documenté et c'est standardisé par l'IETF. Je pense qu'à un moment, il y avait deux opérateurs de registre qui voulaient rajouter de nouvelles données. C'était compliqué. Quand on prend du recul et qu'on se dit que c'est seulement une étape pour faciliter quelque chose que le Conseil d'Administration a déjà décidé de faire, de toute façon il faut s'assurer que tout se passe bien. Et il est important de comprendre que ce sont des risques très bas. Il y a des

choses comme cela dans le pipeline de l'IETF. J'espère que l'ICANN va pouvoir comprendre que c'est une manière d'améliorer l'Internet. C'est quelque chose que nous voulons déjà faire. On ne doit pas penser aux choses terribles qui peuvent se produire. On doit penser au minimum qu'on puisse faire pour que les choses soient faites suivant les normes. Et comme l'a dit Peter, il y a un ordre pour faire les choses. Il y a des choses à faire d'une manière lente ou rapide. Il faut prendre la voie qui pose de moins de risques.

PETER THOMASSEN :

Ce n'est pas que les changements sont à faible risque, mais c'est pour réduire les opportunités d'erreurs qui pourraient se produire et qui se produisent déjà. On s'attend à ce que le taux d'erreur baisse. L'expérience des ccTLD a démontré qu'on ne s'attend pas à des problèmes. Je pense que 9 à 10 ccTLD ont déjà déployé cela. Par exemple à RIPE NCC, ils utilisent déjà ce système.

RAM MOHAN :

Nous pensons que c'est une bonne idée, que c'est une mise à jour qui poserait peu de risques. Si les analyses ne permettent de comprendre que c'est une mise à jour qui peut être faite à faible risque, cela pourrait être une bonne idée.

JAMES GALVIN :

Vous avez entendu beaucoup de détails sur le fonctionnement du DNSSEC et comment ce processus pourrait fonctionner. La chose importante à retenir, c'est qu'il y a une carence entre la mise en œuvre

du DNSSEC dans l'écosystème et ce qu'a dit Peter et ce qu'il a souligné sur son document. C'est qu'il y a une solution en attendant, il y a un ensemble de solutions qui nous proposent une recommandation. Les ccTLD en ont l'expérience, les gTLD ne l'utilisent pas pour quelques raisons que ce soit. Le SSAC exprime le fait que cela pourrait être utile d'explorer cette méthode et a demandé plusieurs recommandations. Il nous faut une évaluation de la part de l'organisation de l'ICANN et nous pourrions explorer cette méthode avec la communauté en général. Pour pouvoir soutenir le DNSSEC, nous devrions faire avancer ce projet et cela pourrait être une méthode qui pourrait nous aider.

Je pense que quelqu'un avait levé la main.

EDMON CHUNG :

Merci de votre présentation, je pense qu'elle a été très utile. Je voudrais clarifier un point spécifique par rapport à ce qu'a demandé Ram. Pourquoi aurait-on besoin de RSEP dans le cadre de cette automatisation ? Est-ce que c'est en addition de ce qu'ont déjà les opérateurs de registre ? Pourquoi aurait-on besoin de cela puisqu'il s'agit juste d'une mise à jour ? Aussi, je veux savoir s'il y aurait du travail d'élaboration de politique qui serait lié avec cette démarche.

PETER THOMASSEN :

Si je comprends bien tout ce qui est lié aux politiques, je ne pense pas que des changements de politique devraient être mis en œuvre pour mettre en œuvre le RSEP. Comme l'a dit [inaudible], il s'agit d'une évolution naturelle des protocoles. Pour nous, un RSEP ne serait pas nécessaire. Mais nous avons discuté au sein du panel DNSSEC, avec

l'organisation ICANN et aussi avec le département juridique et on a discuté de la situation. Il y avait des incertitudes à savoir si cela allait être une nouvelle fonctionnalité pour les opérateurs de registre. Mais nous avons pensé que ce n'était pas forcément nécessaire. Mais si l'ICANN pense que c'est une notion qui est nécessaire, nous allons devoir faire cela.

EDMON CHUNG :

Pour les cas où il y a des défauts, s'il y a des situations où des opérateurs de registre pourraient tirer avantage de cela en tant que TLD, cela me semble très technique. Bien sûr, c'est mon interprétation personnelle, mais je serais intéressé de savoir quelle est la perspective de l'organisation. Mais en général, de la manière dont vous avez présenté les choses, il semble qu'un RSEP ne serait pas nécessaire.

RAM MOHAN :

Vous avez nos recommandations. Après cette conversation, ce que nous recommandons, c'est une mise à jour à bas risques, mais il nous faut de plus amples analyses et nous allons continuer à collaborer comme nous l'avons fait auparavant avec vous, avec le Conseil d'Administration et avec OCTO pour essayer de faire avancer ce projet. Mais il s'agirait d'une mise à jour vraiment utile pour tout l'écosystème.

JAMES GALVIN :

Steve, vous voulez rajouter quelque chose.

STEVE CROCKER : Il y a des exemples de mise en œuvre de gTLD qui avaient été présentés durant l'atelier sur la sécurité du DNSSEC. Une personne avait demandé ce que ce soit retiré.

JAMES GALVIN : Il ne nous reste que peu de temps, donc nous n'allons pas en terminer avec la présentation telle qu'elle est à l'écran.

Nous allons tout d'abord saluer Sally Costerton de la part du SSAC. Nous voulons vous remercier d'avoir pris cette position de rôle de PDG et de l'avoir tenu pendant deux ans. Votre intendance de cette organisation a été excellente. Vous nous avez soutenus, vous avez soutenu le SSAC sac et nous apprécions votre travail. Nous voulions en profiter pour vous remercier.

RAM MOHAN : Je voudrais aussi en profiter pour vous annoncer que notre héros de longue date, Steve Sheng, va nous quitter. Il va passer à un autre chapitre de sa vie. C'est sa dernière réunion de l'ICANN. Steve a été un élément essentiel au succès de notre unité du SSAC. Nous voulons vous exprimer notre reconnaissance. Merci à vous, Steve.

JAMES GALVIN : Avec cela, nous allons clôturer cette séance. Profitez bien de votre soirée. Au revoir.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]